ARRÊTÉ

DE MISE EN DISPONIBILITÉ POUR EXERCER UN MANDAT D’ÉLU LOCAL

DE M ..................................

*GRADE*

Le Maire *(ou le Président)* de …………..……,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

Vu le décret n°2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

Vu la demande écrite de mise en disponibilité pour exercer un mandat d’élu local en date du ………………., présentée par M ………………. pour une durée de ………………. à compter du ……………….,

Considérant que cette disponibilité est accordée de droit,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1 : A compter du ………………., M ………………. est placé(e) en disponibilité pour exercer un mandat d’élu local pour une durée de ………., *(la durée ne peut excéder celle du mandat),* soit jusqu’au ………………. inclus.

ARTICLE 2 : Pendant cette période, M ………………. ne percevra aucune rémunération et cessera de bénéficier de ses droits à l’avancement et à la retraite.

ARTICLE 3 : L'intéressé(e) devra solliciter sa réintégration ou la prolongation de la disponibilité trois mois au moins avant l'expiration de la période de disponibilité en cours.

ARTICLE 4 : Si M ………………. se propose d’exercer une activité professionnelle privée pendant sa disponibilité, il (elle) devra en informer par écrit l’autorité territoriale avant le début de cette activité.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et dont ampliation sera transmise au :

- Président du Centre de Gestion,

- Comptable de la Collectivité.

Fait à …………… le …………….,

Le Maire *(ou le Président)*,

Le Maire *(ou le Président)*,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d’Orléans dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le ...................

Signature de l’agent :